

L'ANALYSE DE

JEAN PISANI-FERRY



LES DÉFIS DU MONDE D'APRÈS

28 juillet 2020

Il est de plus en plus probable que la pandémie de Covid-19 marquera la fin du modèle de croissance né il y a quatre décennies avec la révolution Reagan-Thatcher, la conversion de la Chine au capitalisme et la disparition de l'URSS. L'épidémie de coronavirus a révélé^[1] la vulnérabilité de nos sociétés et renforcé la volonté de répondre à l'urgence climatique. Elle a aussi conforté les États, érodé un soutien déjà fragile à la mondialisation, et induit^[2] une réévaluation de la valeur sociale des tâches jugées banales. La combinaison État minimal-économie de marché libre apparaît tout à coup terriblement datée.

L'histoire suggère que les transitions entre phases du développement capitaliste peuvent être dures et incertaines. Le modèle de croissance de l'après-guerre n'a réellement pris forme qu'après que le plan Marshall a catalysé son émergence. Et il a fallu une décennie pour passer de la stagflation des années 1970 à un régime centré sur le marché. Les années qui viennent seront certainement dures.

Le défi n'est pas seulement celui de l'incertitude. En général, pour qu'une nouvelle cohérence émerge, il faut aussi que quelque chose ou quelqu'un cède. À la fin des années 1940, les rentiers européens ont dû céder à la modernisation. Et dans les années 1980, le travail organisé a dû céder devant le capitalisme financier. Le même phénomène se produira cette fois-ci, car la cohérence entre les priorités émergentes est tout sauf évidente.

Commençons par le changement climatique. Bien que la transition vers la neutralité carbone soit probablement le seul moyen de préserver notre bien-être, elle ne manquera pas d'affecter le mode de vie de ménages habitués à se déplacer en SUV ou tributaires de systèmes de chauffage obsolètes.

[1] <http://tnova.fr/notes/l-action-climatique-apres-la-crise-du-covid-19-encore-plus-necessaire-encore-plus-difficile>

[2] <http://tnova.fr/notes/l-héritage-incertain-de-la-pandémie>

Le récent mouvement des Gilets jaunes a brutalement rappelé les impacts sociaux d'une taxation du carbone. Bien sûr, la taxe mise en cause était mal conçue et régressive. Mais le problème est plus profond : à mesure que la transition verte imposera de jeter au rebut du capital « brun » pour le remplacer par du capital « vert », il faudra investir davantage dans des systèmes industriels, des bâtiments et des véhicules plus efficaces.

Selon des estimations[3] prudentes, l'investissement supplémentaire requis serait de l'ordre d'un point de PIB par an au cours des prochaines décennies. À consommation publique et exportations nettes constants, cela se traduira par une réduction de la consommation privée d'un point de PIB, soit une baisse de 2% en niveau.

Vient ensuite l'ambition d'une moindre dépendance aux marchés mondiaux pour les fournitures essentielles. Si l'entrée de la Chine dans l'économie mondiale a eu des conséquences déplaisantes pour les travailleurs des pays avancés, elle a massivement profité aux consommateurs. Comme l'ont montré[4] Robert Feenstra de l'Université de Californie-Davis et ses collègues, l'entrée de la Chine à l'Organisation Mondiale du Commerce a entraîné une baisse du prix des produits manufacturés aux Etats-Unis de 1 % par an – soit un gain de 0,3 % de pouvoir d'achat. En utilisant une méthodologie différente, Lionel Fontagné et Charlotte Emlinger, du CEPII, ont calculé[5] qu'en 2010, les importations en provenance de pays à bas salaires enrichissaient de 8% le ménage français médian. Aujourd'hui, l'avantage pour les consommateurs pourrait avoir atteint 10% en Europe et aux États-Unis.

Quel serait le coût d'une plus grande autonomie économique ? Supposons que cela implique de renoncer à un quart d'un gain de 8% induit par la mondialisation. Cela réduirait encore la consommation réelle de 2%.

Mais il y a plus : les projections du Fonds Monétaire International[6] ou de l'OCDE[7] indiquent que d'ici 2021, la dette publique des économies avancées aura augmenté d'au moins 20 points de PIB. Dans un environnement où les taux d'intérêt sont proches de zéro, la plupart des pays peuvent se le permettre. Mais une fois la pandémie terminée, les États devront commencer à réduire leurs ratios d'endettement pour se recréer la capacité de répondre à l'éventuelle récurrence de chocs de grande ampleur.

[3] <https://www.pjie.com/blogs/realtime-economic-issues-watch/credible-decarbonization-agenda-can-help-strengthen-europes>

[4] <https://voxeu.org/article/china-s-wto-entry-benefits-us-consumers>

[5] http://www.cepii.fr/PDF_PUB/lettre/2013/let333.pdf

[6] <https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2020/06/24/WEOUpdateJune2020>

[7] <http://www.oecd.org/economic-outlook/june-2020/>

Supposons, de façon conservatrice encore une fois, que la moitié de l'augmentation soit effacée sur dix ans en jouant sur la fiscalité des ménages. Cela impliquerait une nouvelle réduction du revenu d'un point de PIB et, toutes choses égales par ailleurs, une autre baisse de la consommation de 2%. Au total, la croissance de la consommation en serait abaissée de 0,6 points par an.

Le problème est qu'on ne s'attend pas à ce que le revenu réel augmente beaucoup plus. Comme l'a rappelé récemment une étude approfondie^[8] de la Banque mondiale, les gains de productivité – le moteur fondamental de la croissance – ont marqué le pas à l'échelle mondiale depuis la crise financière de 2008, avec des augmentations annuelles inférieures à 1 % par an dans les économies avancées. Ajoutons le vieillissement, et si la tendance se poursuit, il n'y aura pas de marge pour augmenter la consommation des ménages au cours de la décennie.

Or la crise sanitaire nous a aussi fait prendre conscience de la valeur des tâches quotidiennes des gens ordinaires. Les sociétés avancées estiment – du moins pour l'instant – que la contribution au bien commun des travailleurs du quotidien doit mieux se refléter dans leur rémunération. Il serait étrange de leur dire que le mieux qu'ils puissent espérer dans la décennie à venir est de maintenir leur revenu constant.

Alors, qui va céder, qu'est-ce qui va céder ? Implicitement ou explicitement, ce débat dominera probablement la discussion sur les politiques publiques dans les années à venir. À coup sûr, Donald Trump et ses épigones prétendront que la souveraineté et la croissance de la consommation passent avant tout la préservation du climat et la dette. Ceux qui pensent différemment devront trouver un moyen de sortir de ce qui ressemble à un ensemble incohérent des priorités.

Il faudra pour mettre l'efficacité au premier rang des objectifs. Cela impliquera de favoriser la productivité plutôt que les rêves de décroissance; de promouvoir une approche économique de la transition verte plutôt que de dilapider des ressources dans des investissements mal choisis ; et de définir précisément ce qu'implique la sécurité économique implique, plutôt que de viser une relocalisation des productions pour lesquelles les pays avancés n'ont aucun avantage comparatif.

[8] <https://www.worldbank.org/en/research/publication/global-productivity>.

En soi, cependant, l'efficacité ne suffira pas à relever les défis qui ont émergé. Les nouvelles priorités - la préservation des biens publics, la sécurité économique, l'inclusion - devront occuper le devant de la scène, reléguant la valeur actionnariale au second plan. Et au lieu de considérer la croissance comme la solution ultime aux inégalités, les sociétés avancées devront s'attaquer de front aux problèmes de redistribution. Il faut espérer qu'elles s'épargneront les convulsions qui accompagnent souvent des changements d'une telle ampleur dans les régulations économiques et les politiques publiques.

© Project Syndicate

<https://www.project-syndicate.org>

Jean Pisani-Ferry est économiste. Il enseigne à Sciences Po et est titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa à l'Institut universitaire européen (Florence). Il est également senior fellow chez Bruegel (Bruxelles) et nonresident Senior Fellow au Peterson Institute (Washington).